



MINISTÈRE  
DU TOURISME  
ET DE LA CULTURE



## FONDS NATIONAL DE DEVELOPPEMENT ET DE PROMOTION TOURISTIQUES.

03 BP 2037 Cotonou  
Tél. : +229 21 32 49 12

### RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice clos le 31 décembre 2016

août 2017

MEMBRE DU RESEAU FUDICIAIRE KONNY EUROPE

SARL Konny Afrique au capital de 1000 000 Francs CFA -, RCCM RB/COT/10 B 5797 - IFU : 3201000440518  
Etage de la Pharmacie Cadjèhoun - 081 BP 7194 Cotonou BENIN Tél : 21 15 38 42 koffi.konny@wanadoo.fr

## SOMMAIRE

---

	<u>Pages</u>
I-Opinions sur les comptes annuels	03
II- Etats financiers au 31/12/2016	10
III- Balance des comptes de l'exercice clos au 31/12/16	56

I  
**OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS**  
**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2016**

**RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS  
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2016**

Mesdames et Messieurs les Représentants de l'ETAT,

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par décret n° 2015-527 du 23 octobre 2015 portant nomination des commissaires aux comptes près certains offices et sociétés d'Etat, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des états financiers annuels du Fonds National de Développement et de Promotion Touristiques tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes au 31 décembre 2016 se caractérisent par les éléments suivants :

Résultat net	F CFA	-827 010 730
Capitaux propres	F CFA	-181 983 038
Total bilan	F CFA	283 897 295

## 1. Contrôle des états financiers de synthèse

### 1.1. Responsabilité de la direction relative aux états financiers

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux dispositions de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit comptable, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalie significative, que celle-ci résulte de fraudes ou d'erreurs.

Ainsi, les états financiers de l'exercice 2016 soumis à notre audit ont été établis par la direction du Fonds National de Développement et de Promotion Touristiques.



### *1.2. Responsabilité de l'auditeur*

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

**Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserves.**

### *1.3. Motif de l'opinion*

#### **1.3.1. Immobilisations**

L'état d'inventaire des immobilisations au 31/12/16 présente des anomalies ne permettant pas de le rapprocher des fichiers des immobilisations pour s'assurer de l'existence et de l'exhaustivité des biens corporels et en conséquence de l'évaluation des immobilisations et des flux d'amortissements contenus dans les comptes .

#### **1.3.2. Trésorerie**

Le chèque n° 0754061 tiré et débité sur le compte N° B660001001000000HOR75014 au Trésor Public de montant 400 000 000 FCFA et envoyé à l'encaissement depuis le 02 février 2016 sur DIAMOND BANK n'a pas été positionné au crédit dudit compte au 31/12/16. Ainsi le compte chèque à encaisser

présente un solde débiteur du même montant au 31/12/2016. Le Trésor public n'a crédité le nouveau compte du FNDPT N° BJ6600100100000010421096 ouvert dans ses livres que le 29/08/2017 pour annuler le dit chèque sans préciser les motifs de non- paiement du chèque n° 0754061 lors de sa présentation pour paiement le 02 février 2016. Ainsi nous ne pouvons pas nous assurer de la disponibilité de jouissance de ce montant par le FNDPT quand bien même le compte a été crédité le 29/08/17.

### 1.3.2. Capital

La dotation initiale 13 478 694 FCFA qui constitue le capital par dotation n'a pas été justifiée par des documents probants.

### 1.3.3 - Crédoeurs divers

Le compte « Etat, charges à payer » présente un solde créditeur de 11 704 478 FCFA et n'a connu aucun mouvement au cours de l'exercice clos au 31/12/2016. Nous n'avons pas obtenu de justificatifs probants nous permettant de nous prononcer sur la réalité et la bonne évaluation de ce solde.

### 1.3.5- Les autres charges

Le FNDPT a financé pour un montant de 843 052 755 FCFA les charges de fonctionnement et les activités prévues et effectuées dans le cadre du développement et de la promotion du tourisme par des entités relevant de son ministère de tutelle.

Des sommes ont ainsi été affectées à différents départements techniques du ministère en charge du tourisme pour leur réalisation et ont été comptabilisées en autres charges mais n'ont pas fait l'objet de vérification de dépenses pour s'assurer de leur réalité, de leur bonne évaluation et de leur éligibilité, à savoir :

- Au profit de la DDPT (Direction du Développement et de Promotion du Tourisme), le FNDPT a financé principalement les dépenses pour un montant de 229 321 493 FCFA constituées des frais de mission pour la participation à des salons nationaux ou internationaux et foires



internationales, frais de mission pour événements touristiques nationaux, les activités de production de matériel de promotion, etc.

Les états de paiements de ces frais de mission ne sont pas accompagnés de rapport de mission et des pièces probantes permettant de valider la réalité et la bonne évaluation des flux retracés dans ces états.

- Au profit de l'Agence de développement touristique de la route des pêches un appui de 1 325 000 FCFA a été accordé pour participer au FITUR et pour lesquels les justificatifs fournis ne permettent pas de valider la réalité et la bonne évaluation des flux.
- Au profit de la Direction des Professions et Etablissements Touristiques pour 13 892 380 FCFA ont été dépensés. Nous avons relevé l'absence des rapports de mission et autres pièces probantes qui n'ont pu être présentés pour justifier les charges comptabilisées. Ce qui ne permet pas de valider la réalité et la bonne évaluation des dépenses enregistrées sur ce compte
- Au profit de l'Agence Béninoise pour la Réconciliation et le Développement, une des directions sous tutelle du MCAAT, le FNDPT a financé les frais de mission aux USA, aux ANTILLES, et le FIDA (festival international diaspora-Afrique) pour un montant total de 25 605 170 FCFA. Nous avons relevé l'absence des rapports de mission et autres pièces probantes pour justifier les charges comptabilisées. Ce qui ne permet pas de valider la réalité et la bonne évaluation des dépenses enregistrées sur ce compte

Des opérations courantes du FNDPT ont été comptabilisées pour un montant de 279 369 589 FCFA en charges diverses comme s'il s'agissait d'opération de financement de tiers au lieu d'être comptabilisées dans les comptes de charges par nature parce qu'elles ne sont pas supportées par des pièces probantes justifiant leur réalité et leur bonne évaluation ainsi que la légalité de l'attribution des marchés afférents. De fait l'exhaustivité, la bonne évaluation et la réalité des flux d'opération ne peuvent être validées au niveau des comptes de fonctionnement inhérents.

#### 1.3.4- Les produits

L'appréciation des procédures de contrôle interne a relevé des insuffisances qui ont été consignées dans un rapport inhérent. Les points importants de ces faiblesses concernent les procédures de

taxations, mobilisation des ressources / clients ou contribuables. En effet, il a été difficile d'apprécier la réalité, l'exhaustivité et la bonne évaluation des recettes sur la base de documents probants.

- Les taxes de nuitées ne sont pas comptabilisées à partir de fiches statistiques de déclaration établies par les agences hôtelières, mais à partir des montants des encaissements qui apparaissent sur les relevés bancaires. Les taxes de nuitées sont collectées par les employés du FNDPT puis versées sur les comptes ouverts dans les banques, ou par des versements directs par les hôteliers. Certains réceptifs hôteliers effectuent leur versement sans souscrire les déclarations inhérentes. Cette procédure ne permet pas d'assurer l'exhaustivité et la bonne évaluation des taxes de nuitées comptabilisées.
- La taxe à l'embarquement (TAE) est collectée par les compagnies aériennes et versée au trésor public qui en affecte 20% au FNDPT.

Le FNDPT fait la certification des montants des taxes versées par les compagnies. Il connaît à priori le montant des TAE collectées par le Trésor et peut déterminer les montants de TAE qui devaient lui revenir au titre des exercices 2014 à 2016 mais ne les a pas comptabilisés.

Sur la base de l'état récapitulatif des déclarations certifiées par le FNDPT au cours des exercices 2014 à 2016, les montants de TAE qui devraient revenir au FNDPT se présentent comme suit :

ANNEES	MONTANT DE TAE Déclarées certifiées	TAUX	TAE à percevoir	TAE perçue	Ecart
2014	4 622 780 000	35%	1 617 973 000	1 050 000 000	567 973 000
2015	4 809 560 000	20%	961 912 000	900 000 000	61 912 000
2016	4 360 760 000	20%	872 152 000	528 877 300	343 274 700
TOTAL	13 793 100 000		3 452 037 000	2 478 877 300	973 159 700

Les modalités de répartition de la TAE ont été fixées par l'arrêté N°2007-1146/MF/DC/SGM/DGTCP/RGF du 17/10/2007 qui accorde 35% des produits de la TAE au FNDPT. C'est ce taux qui a été utilisé pour la détermination des TAE à affecter au FNDPT jusqu'en 2014. L'article n° 28 du titre II de la loi des finances 2015 (relatif aux ressources affectées et recouvrées au profit d'autres organismes) ainsi que l'article 17 du titre II de la loi des finances 2016 (relatif aux ressources affectées et recouvrées au profit d'autres organismes) affectent 45% des produits de la



TAE au Régime Assurance Maladie Universelle et 35% au compte Etudes et Faisabilités sans autres précision.

Ainsi, 80% des produits de la TAE étant affectés à ces deux institutions, par déduction, on obtient 20% (soit 100%-80%) de la TAE qui reste affectée au FNDPT pour les exercices 2015 et 2016.

En raison de l'absence de clarté dans la loi des finances 2016 qui n'indique pas expressément le taux de la TAE à affecter au FNDPT, de la suspension de l'application du décret par le trésor qui a arrêté les reversements de TAE au FNDPT et de l'impossibilité de procéder à un recouvrement forcé, il en découle une incertitude sur l'exhaustivité et la bonne évaluation de la TAE.

#### 1.4. Opinion

Sous ces réserves, nous certifions que les états financiers de synthèse sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice, conformément aux dispositions de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit comptable.

#### 2. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas pu disposer du rapport de gestion de la direction du FNDPT afin d'apprécier la sincérité et la concordance avec les états financiers de synthèse des informations données dans ledit rapport.

Fait à Cotonou, le 04 septembre 2017



Associé gérant  
Expert - Comptable & Financier, Diplômé  
Commissaire aux comptes  
Membre de l'OECCA-BENIN agréé sous le N° 059-EC.